

# Lettre d'information syndicale du RESU

NOVEMBRE 2023

NUMÉRO 4

## **Dans ce numéro :**

Bienvenue dans le numéro de novembre 2023 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Dans ce numéro, nous mettons en lumière le travail inspirant du mouvement des travailleurs de la santé Sois comme Nina, pour lequel le RESU lance un appel de fonds pour l'achat d'équipements médicaux dont le pays a un besoin urgent.

Nous évoquons également l'émergence d'un nouveau mouvement étudiant, qui proteste contre les frais d'inscription injustifiés à l'université de Kharkiv et à l'université privée Kyiv International University, et à l'école polytechnique de Lviv contre un professeur d'université ethno-nationaliste et ancien député de Svoboda, connu pour avoir déclaré que les soldats russophones des forces armées ukrainiennes devraient "retourner à Moscou".

MERCI de diffuser cette lettre d'information à votre famille, à vos amis et à vos réseaux, afin qu'ils prennent conscience de ce qu'est la vie des travailleurs en Ukraine !

## **Index :**

<i>Lutte des travailleurs</i> .....	4
<i>Lutte des étudiants</i> .....	8
<i>Autres informations sur le travail en Ukraine</i> .....	14
<i>Solidarité avec les travailleurs et les syndicats ukrainiens</i> .....	26
<i>Lutte des travailleurs au Belarus</i> .....	32

## **Dossier : Quelles sont les victoires du mouvement "Sois comme Nina" ?**

*Source : Réseau syndical international de solidarité et de luttes (2 novembre 2023)*

Le mouvement médical Sois comme Nina est en fait la seule organisation de masse en Ukraine qui, dans la lutte pour les droits des travailleurs médicaux, est prête à affronter les autorités et l'administration hospitalière, les procédures judiciaires et les conflits bureaucratiques,



et à mener des actions à grande échelle et des actions de protestation efficaces.

Dans la pratique, le mouvement lutte pour l'égalité des sexes, exigeant des salaires décents dans un domaine presque exclusivement féminin, en particulier parmi les infirmières et le personnel subalterne. Ses dirigeants et ses principaux atouts sont également majoritairement des femmes.

Sois comme Nina a remporté des victoires à la fois symboliques et très concrètes. Nous avons demandé à Oksana Sbodyana, présidente de BLN, quels étaient les exemples les plus révélateurs du travail des militants du mouvement.

### **Donner la parole aux infirmières**

L'une des principales réalisations de Sois comme Nina a été qualifiée par les participants de "faire sortir les infirmières de l'ombre".

Le mouvement a réussi à attirer l'attention du ministère de la santé sur la violation des droits civils et du travail des infirmières.

La loi sur l'augmentation des salaires des travailleurs de la santé a été adoptée après que nous ayons envoyé notre appel avec des propositions au président, au ministère de la santé et au cabinet des ministres, soulignent les activistes.

En janvier 2022, les salaires des infirmières ont été portés à 13 500 hryvnias [349 euros]

Nous avons soulevé la question du harcèlement professionnel et sexiste en médecine. Comme vous le savez, une loi est entrée en vigueur en décembre 2022.

Par exemple, grâce à l'appel d'infirmières locales, le mouvement a dénoncé le licenciement de l'ensemble du personnel d'une maison de retraite de la région de Dnipropetrovsk, alors que ce sujet était ignoré par les médias.

Nous avons dénoncé les réductions de salaire à Zaporizhzhia, après quoi les travailleurs de la santé ont reçu les paiements appropriés.

### **Création d'une plateforme pour fédérer les travailleurs de la santé**

Une autre réalisation majeure des participants à Sois comme Nina est "la création d'une plateforme de communication, d'amitié et d'unification du pays", où les médecins, les infirmières et le jeune personnel médical peuvent parler ensemble de leurs problèmes.

Les soignants de différentes régions, villes et villages n'ont jamais été aussi proches les uns des autres, n'ont jamais autant partagé de nouvelles et de problèmes en tant que groupe.

Le groupe Facebook du mouvement compte actuellement 85 000 membres et les activistes soulignent qu'ils l'ont organisé eux-mêmes, sans soutien politique ni autre appui extérieur.

En fin de compte, notre mouvement a uni les personnes exerçant une profession commune et est devenu un exemple moderne unique pour la protection de leurs droits.

## **Unification des syndicats militants et création de nouveaux syndicats**

Le mouvement médical "Sois comme Nina" rassemble des syndicats indépendants actifs et œuvre à la création d'un syndicat indépendant pan ukrainien.

Parmi les militants, on compte actuellement le président du syndicat indépendant de Myrhorod, Oleksiy Chuprina, qui est également cofondateur du mouvement, et la présidente du syndicat indépendant de Nizhyn, Olga Turochka, qui, malgré les pressions exercées par les autorités locales, est parvenue à diriger le syndicat. Le mouvement a contribué à la création d'un syndicat au sein de l'unité Maternité 3 de l'hôpital municipal de la ville de Lviv. Oksana Slobodyana dirige elle-même le syndicat régional des travailleurs médicaux et du personnel médical de Lviv.

Après la réforme médicale, l'importance des syndicats de travailleurs de la santé s'est accrue, car c'est d'eux que dépend l'adoption de la convention collective. Celle-ci détermine le niveau des salaires, des primes, des heures de travail, de la charge de travail et d'autres points clés. Malheureusement, dans la pratique, certains syndicats du secteur de la santé sont souvent inactifs ou se rangent du côté de l'employeur.

Cependant, Sois comme Nina nous rappelle la raison d'être des syndicats : protéger les droits du travail de leurs membres et les aider dans les circonstances difficiles de la vie.

Le mouvement a également soutenu les aides-soignants qui luttent contre les réductions et le non-paiement des salaires à Nizhyn, Pryluky, Zaporizhzhia et dans de nombreuses autres villes.

## **Coopération internationale**

Le mouvement "Sois comme Nina" est déjà connu dans le monde entier et coopère avec des organisations internationales amies.

Par exemple, des militants du mouvement ont participé à une formation en Pologne organisée par l'organisation Unions Help Refugees, où ils ont également communiqué avec des militants locaux travaillant dans le domaine des soins et luttant également pour l'amélioration des conditions de travail.

*La présidente de Sois comme Nina, Oksana Slobodyana, a participé à la conférence syndicale internationale CSP-Conlutas au Brésil, où elle a exprimé la position des travailleurs de la santé ukrainiens concernant l'attaque russe et la lutte du peuple ukrainien pour la liberté et une vie digne.*

---

## ***Lutte des travailleurs en Ukraine***

---

### **La vengeance de la direction contre les infirmières des maternités ?**



*Source : Sois comme Nina*

(8 novembre 2023) Dans la région de Khmelnytsky, le service de maternité de l'hôpital Derazhnyansky doit être fermé et les femmes enceintes doivent être envoyées dans un autre établissement médical. Le personnel est informé de la fermeture et doit informer les femmes enceintes qu'elles doivent chercher un autre établissement médical pour leurs futurs accouchements. Les infirmières de l'hôpital ont informé le mouvement des travailleurs de la santé Sois comme Nina de cette décision.

À partir de janvier 2024, le nombre d'obstétriciens-gynécologues, de pédiatres, d'anesthésistes, d'échographistes, de sages-femmes et d'infirmières sera réduit à l'hôpital.

Selon les médecins locaux, une limite inférieure d'au moins 150 naissances par an a été fixée pour le fonctionnement des maternités. Or, à ce jour, il y a déjà eu 142 naissances, en novembre il devrait y en avoir 17 et en décembre 24. En d'autres termes, il y a suffisamment de naissances. Les citoyens ont déposé une pétition auprès du conseil municipal pour préserver le service, affirment les infirmières.

Dans le même temps, l'ordonnance indique que le Service national de santé de l'Ukraine n'a pas conclu de nouveau contrat avec l'hôpital pour la fourniture d'une "assistance médicale pendant l'accouchement", privant ainsi le service de maternité de financement.

Comme vous le savez, un scandale a récemment éclaté au sein du Service national de santé concernant ce domaine des soins médicaux : plusieurs hôpitaux ont faussement exagéré le nombre de nouveau-nés afin de bénéficier d'un double financement. Selon le ministère de la santé, cela s'est

produit dans un tiers des cas. En outre, en 2023, le nombre de césariennes a considérablement augmenté. Le ministère de la santé précise qu'il s'agit également de "la réalisation d'une opération sans indication médicale, mais uniquement dans le but de recevoir des fonds pour la procédure". Le contrôle de l'utilisation ciblée des fonds par les hôpitaux est confié au Service national de santé.

Oui, à l'hôpital Derazhnyansky, il ne restera que les consultations pour femmes et les salles d'urgence pour les cas imprévus. Les infirmières pensent également que la fermeture de ce service pourrait être une vengeance de l'administration contre l'activité du personnel.

Dans cette maternité des militantes dirigent le conseil du collectif de travail et organisent le syndicat. C'est une revanche parce que nous parlons des violations et voulons la justice, nous dénonçons ceux qui ont pris des fonds publics, nous combattons la corruption, ceux qui utilisent la guerre pour leur propre enrichissement. Nous luttons pour notre survie, disent les infirmières.

---

## Conflit social en Ukraine

Source : <https://www.kadrovik.ua>

(8 novembre 2023) De janvier à août 2023, le Service national de médiation et de conciliation a recensé 7644 conflits du travail qui ont affecté 1,6 million de salariés. Dans ces conflits, 45% concernaient le non-respect des exigences du droit du travail, 32% la mise en œuvre d'une convention collective ou de dispositions individuelles d'une convention, 46% l'établissement de nouvelles conditions de travail et 8% la conclusion ou la modification d'une convention collective.

---

## Conflit des coursiers de Bolt Food

- *On ne vit pas dans un pays où l'on peut faire grève.*

(Source : <https://laboursolidarity.org/en/n/2941/you-don039t-live-in-a-country-where-you-can-go-on-strike>)

(30 octobre 2023) C'est ce qu'a déclaré le patron de Bolt Food, une société estonienne de livraison de repas basée en Ukraine, à ses coursiers en grève qui réclament une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail.

La précédente grève importante des coursiers de Bolt Food avait eu lieu en 2021, mais sans succès. Les coursiers avaient alors accusé l'entreprise d'avoir réduit de 50 % leur paiement par livraison.

20 octobre, Kiev, rue Bastionna. Les coursiers en grève de Bolt Food se sont rassemblés devant les bureaux de l'entreprise. Les agents de sécurité de l'entreprise leur expliquent (pas très diplomatiquement) qu'il n'y aura pas de dialogue avec la direction de l'entreprise, que le directeur régional de l'entreprise est au courant de la grève, mais qu'il est occupé par des affaires importantes. Il s'agit de la cinquième grève des coursiers de Bolt Food au cours du mois dernier. La première a eu lieu à Dnipro au début du mois d'octobre.

### *Courrier aux coursiers*

(29 octobre 2023)

Chers messagers !



Nous avons entamé une guerre contre le Bolt Food.

La raison principale en est la baisse des taux de rémunération, en particulier sur la rive gauche de Kiev, les retenues déraisonnables et la dévalorisation générale du travail des coursiers.

Notre objectif est de compliquer la vie de l'entreprise, d'affecter ses revenus et de rendre ce problème public par le biais des médias sociaux et des médias de masse.

Comme nous avons tous besoin de gagner de l'argent pour nourrir nos familles, notre stratégie est celle du travail pour régner.

### **Stratégie (importante)**

Chaque employé prend au moins un jour de congé par semaine, c'est pourquoi le comité de grève de Food Bolt demande à tous de se mobiliser pour un objectif commun.

À savoir, une augmentation des revenus !

Unissons nos forces et réorganisons nos horaires de travail afin d'avoir un jour de congé ensemble le VENDREDI.

Cela nous permettra à tous de gagner de l'argent pendant la semaine et de faire la grève de l'entreprise (jusqu'à ce qu'elle comprenne).

Nous vous invitons à rejoindre cette stratégie et à la partager avec tous vos amis et connaissances qui travaillent dans le domaine de la distribution.

---

## **La lutte d'un travailleur ukrainien pour sa réintégration**

*Source : Telegram channel of Vitaliy Dudin : Canal Telegram de Vitaliy Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail.*

(27 octobre 2023) À l'automne 2020, Serhii Zagurskyi a été licencié de son entreprise pharmaceutique et a décidé de faire appel. Il a dû intenter deux actions en justice, car l'employeur a pu annuler la première décision de licenciement et en émettre une nouvelle. Au début de l'invasion russe, Serhii est

parti à l'armée, mais il a continué à se battre devant les tribunaux et s'est tourné vers moi pour obtenir de l'aide.

À l'automne 2023, le tribunal l'a réintégré et lui a accordé une indemnité de 1164276 UAH [= 29 628 €] pour absentéisme forcé.

La Cour a rappelé les vérités suivantes :

- Vous ne pouvez pas ignorer l'obligation faite au syndicat d'approuver le licenciement d'un membre d'un organe élu sur le lieu de travail.
  - L'employeur doit proposer à l'employé un poste vacant en cas de licenciement.
  - Vous pouvez licencier un salarié après un préavis de deux mois et, si ce jour expire un jour de congé, le lundi suivant.
- 
-

## Lutte des étudiants en Ukraine

### La droite réactionnaire se mobilise contre le syndicat étudiant Action directe

Source : Extrait du communiqué de presse de Priama Diia (Action directe) :



À gauche les étudiants, à droite les réactionnaires

(20 novembre 2023) Suite au licenciement de la professeure xénophobe Iryna Farion (voir articles suivants), ses partisans ont organisé un rassemblement près de l'école polytechnique de Lviv.

Oksana Mykytyuk, professeur adjoint au département de langue ukrainienne de l'université polytechnique de Lviv, a déclaré que le personnel du département était opposé au licenciement d'Iryna Farion.

Le lundi 20 novembre, un rassemblement a eu lieu près de l'école polytechnique de Lviv en soutien à Iryna Farion, professeur associé et professeur licencié, ancienne députée du peuple de l'établissement d'enseignement supérieur "Svoboda". Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées pour ce rassemblement, en particulier ses collègues du département de langue ukrainienne, des membres de son parti et des sympathisants.



Un autre point de la résolution du rassemblement comprenait un appel aux forces de l'ordre (le SBU) pour qu'elles enquêtent sur les activités du syndicat étudiant de gauche Action directe, qui a organisé l'action étudiante contre Iryna Farion.

Rappelons que le service de sécurité de l'État (SBU) a ouvert une procédure contre Iryna Farion en vertu de quatre articles du Code pénal. L'enquête des forces de l'ordre a été motivée par les déclarations de la linguiste sur les soldats russophones des forces armées ukrainiennes et par la divulgation des données personnelles d'un étudiant de Crimée qui lui avait écrit une lettre.

Le 14 novembre, plusieurs centaines d'étudiants de Lviv ont manifesté près du bâtiment principal de l'école polytechnique de Lviv pour demander le licenciement de l'enseignante Iryna Farion en raison de ces scandales. Après avoir écouté les revendications des manifestants, l'université a créé une commission qui devait rendre ses conclusions avant le 23 novembre.

---

## Victoire pour les étudiants !

*Source : communiqué de presse de Priama Diia (Action directe) Communiqué de presse Priama Diia (Action directe)*

(15 novembre 2023) Dans les plus brefs délais, après l'indignation du public et la puissante manifestation étudiante qui a suivi, la chauvine Iryna Farion (photo) a été renvoyée de l'école polytechnique de Lviv !

La raison officielle était un "délict immoral". Il s'agit non seulement d'une bonne nouvelle qui nous donne l'espoir qu'il existe encore du bon sens dans ce monde, mais qui prouve également une fois de plus qu'il n'y a pas d'objectifs impossibles à atteindre lorsque nous sommes unis et que nous luttons ensemble pour la justice. Le fait que la personne incitant à la haine ait été expulsée de l'université est dû au mérite personnel de tous ceux qui ont répondu à l'appel d'Action Directe et ont exprimé une forte protestation devant les murs de l'école polytechnique.

Il convient de noter que lors des négociations avec les étudiants, l'administration de l'université polytechnique nationale de Lviv a déclaré qu'il était impossible de licencier Iryna Farion sans, d'une part, achever le travail de la commission morale et éthique et, d'autre part, sans disposer de bases juridiques solides. Ce licenciement inattendu montre que lors des négociations avec Action directe, la direction de l'université voulait en fait ignorer les étudiants. Nous avons une fois de plus la confirmation que le moyen le plus efficace d'améliorer l'éducation est la lutte et non la négociation.

Commentant le licenciement de M. Farion, le ministre de l'éducation Lisovyi a déclaré : "les étudiants ont été, sont et seront toujours un puissant moteur de changement et de transformation". Ces mots sont la preuve indiscutable que les étudiants ont eu le dernier mot dans cette affaire très médiatisée - c'est notre victoire commune !



---

## **Les deux déclarations du syndicat étudiant Action directe**

*(13 novembre 2023)* Demain, 14 novembre, à 12 heures, près du bâtiment principal de l'Université polytechnique nationale de Lviv, au 12 rue Bandera, une action de protestation sera organisée, dont la principale revendication est le licenciement d'Iryna Farion (photo) de son poste de professeur à l'école polytechnique en raison de ses déclarations xénophobes sur les militaires russophones des forces armées ukrainiennes.

Outre les déclarations ouvertement haineuses, les activités récentes d'Irina Dmitrievna ont causé un réel préjudice aux étudiants qui la soutenaient : selon les médias, une lettre privée d'un étudiant de Crimée est apparue sur la chaîne Telegram de Farion, où ce dernier exprimait une position pro-ukrainienne. Comme la publication de Farion contenait les données personnelles de l'étudiant, il a été rapidement arrêté par les services spéciaux russes.

Nous soulignons une fois de plus que les foyers de haine et d'obscurantisme n'ont pas leur place dans le corps enseignant des universités. Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à se joindre à l'action, à amener des amis et des affiches pour montrer à l'administration et à Mme Farion elle-même que les étudiants ne toléreront pas ses tentatives d'incitation à la haine sur la base de la langue.

***ÉDUCATION SANS HAINE - ÉCOLES POLYTECHNIQUES SANS FRAIS D'INSCRIPTION***  
!

## **Lviv : la manifestation étudiante contre Iryna Farion et ses déclarations chauvines a eu lieu ! Quel en est le résultat ?**

*(14 novembre 2023)* Aujourd'hui, plusieurs centaines d'étudiants et de citoyens concernés se sont rassemblés près du bâtiment principal de l'université polytechnique nationale de Lviv et ont exigé que l'administration renvoie ou ne renouvelle pas le contrat de l'enseignant scandaleux. Parmi les slogans : "Farion dehors !", "Apprendre, aimer, punir Farion !", etc. Les manifestants n'étaient pas prêts à faire des concessions et ont exigé avec force que l'enseignante soit démise de ses fonctions. Les organisations universitaires ou d'autres syndicats étudiants [de droite] n'ont pas officiellement soutenu la manifestation, ce qui démontre clairement la nature corrompue des syndicats étudiants bureaucratiques et la nécessité d'alternatives indépendantes.

Enfin, les représentants étudiants d'Action directe et de plusieurs autres organisations indépendantes, ainsi que l'administration, ont organisé une table ronde. Au cours des manifestations, les activistes d'Action directe, ainsi que d'autres étudiants, ont présenté des demandes transitoires, dont le but ultime est la démission d'Iryna Farion. L'administration de l'université n'ayant pas donné de réponses claires aux questions des étudiants, justifiant cela par l'absence d'évaluation juridique, une nouvelle table ronde sera organisée jeudi prochain, à laquelle seront même invités un avocat et Farion elle-même.

Il a également été convenu que la commission morale et éthique de l'université comprendrait deux étudiants de la manifestation qui rédigeront les procès-verbaux des réunions de la commission. Tous les comptes-rendus seront publiés sur les pages d'Action directe.

Nous remercions tous ceux qui ont rejoint la campagne, qui n'ont pas peur de lutter contre l'obscurantisme et pour une meilleure éducation sans haine.

Jusqu'à ce que l'objectif soit atteint, nous devons continuer à nous battre.

Luttons - nous gagnerons !

---

## Université internationale de Kiev : nouvelle mobilisation des étudiants

Source : Action directe

(24 novembre 2023) Les étudiants de l'université privée Kyiv International University (KyMU) ont protesté le 24 novembre contre l'introduction d'amendes pour les cours auxquels ils n'assistent pas.

L'université est un espace pour le développement, pas pour les affaires", lit-on sur l'affiche d'un manifestant, Kiev, 24 novembre 2023.

Mykhailo Samsonenko, militant du syndicat indépendant Action directe, a expliqué la raison du rassemblement : "Nous nous sommes rassemblés parce que le corps étudiant n'est pas satisfait de cette décision de la direction, en particulier en ce qui concerne l'ordre du président du KyMU. Ils avaient promis de ne pas introduire cette disposition pendant la période de la loi martiale. Et depuis le 14 novembre, si je ne me trompe pas, ils ont décidé de la prendre sans aucune discussion avec les étudiants. C'est pour cela qu'il y a de l'indignation", affirme l'activiste.

Le syndicat Action directe a contribué à l'organisation de ce rassemblement pour faire entendre la voix de la population étudiante. L'une des revendications des manifestants est également l'arrêt de l'augmentation des frais de scolarité pendant la période de loi martiale.

---

## Université internationale de Kiev : Vous manquez une leçon, vous payez

Source : communiqué de presse de Priama Diia (Action directe)



*(Non daté)* Des nouvelles inquiétantes nous parviennent de l'université privée Kyiv International University (KyMU). Les étudiants de KyMU et leurs proches rapportent que depuis le 16 novembre, l'université a introduit une amende pour les heures de cours manquées. Il est proposé d'imposer une amende de 80 UAH (2 euros) pour chaque leçon manquée ; s'il manque deux leçons, 160 UAH (4 euros), etc.

Cette condition était incluse dans le contrat d'admission avec les étudiants, mais au moment de la signature du contrat, l'administration a promis qu'elle ne s'appliquerait pas pendant la loi martiale. Face à l'indignation des étudiants face à ce nouveau règlement, la direction de l'école a déclaré que "quiconque veut se retirer, se retire", bien qu'il soit pratiquement impossible de trouver un nouvel établissement au milieu de l'année académique, comme le soulignent les étudiants.

Action directe estime que l'administration de l'université de Kiev a trompé les étudiants lors de la campagne d'admission, ce qui les a placés dans une position financièrement désavantageuse. Le simple fait de payer pour les cours manqués est une forme flagrante de violation de l'intégrité de l'université et une manifestation absolument inacceptable de la commercialisation de l'éducation. Nous demandons instamment à la direction de l'institution de revenir immédiatement sur cette décision et nous vous invitons à faire connaître ces fraudes à vos amis et connaissances.

---

## **Comment voler légalement les étudiants ?**

*Note : Depuis plusieurs semaines, les étudiants de Kharkiv se mobilisent contre la réduction des bourses. Voici le tract expliquant leur contestation.*

*(6 novembre 2023)* Il y a deux semaines, nous avons recueilli des signatures pour une lettre adressée au bureau du président. Dans ce document, nous demandions l'établissement d'une justice concernant le pourcentage de boursiers dans les universités de Kharkiv et de toute l'Ukraine.

Nous avons reçu une réponse aujourd'hui. Le ministère indique que Polytech a le droit de réduire le pourcentage de bourses si des fonds ne lui sont pas alloués.

Ce n'est pas étonnant, car les lois et les règlements sont toujours rédigés de telle sorte qu'il existe des lacunes, à l'aide desquelles le texte sera interprété au profit de ceux qui détiennent le pouvoir.

D'une manière générale, il est très intéressant de constater que les fonctionnaires trouvent toujours des fonds pour l'installation et le démantèlement des monuments, pour les barils entreposés, mais en aucun cas pour les étudiants. Pendant ce temps, la guerre fait rage en Ukraine et nous avons plus que jamais besoin de spécialistes qualifiés dans tous les domaines.

Les étudiants sont traités avec mépris non seulement dans l'administration de l'université de Kharkiv, mais aussi dans d'autres villes. Par exemple, un scandale a récemment éclaté à l'université polytechnique de Kiev lorsque l'administration a alloué de l'argent pour peindre une fresque murale. Et ce, alors que l'université ne dispose pas d'abris correctement équipés en cas de raid aérien !

Que pouvons-nous dire en fin de compte ? Par sa réponse, le ministère a parfaitement exprimé son attitude non seulement à l'égard des étudiants de Kharkiv, mais il a également donné l'exemple aux autres administrations des autres universités d'Ukraine qu'il est POSSIBLE de priver DEUX TIERS des bourses d'études des étudiants et qu'il n'y aura pas de conséquences pour cela. Après la situation à Kharkiv, on peut dire que des régressions similaires continueront à se produire dans les universités

de Zaporizhzhia, de Dnipro, de Kiev, d'Odessa et dans de nombreuses universités d'autres villes. Parce que c'est désormais "légal".

Seuls des groupes organisés d'étudiants dans tout le pays pourront mettre fin à l'arbitraire des fonctionnaires. Nous devons agir maintenant, de manière coordonnée et en tant que groupe. Et agir tous ensemble, sans espérer que quelqu'un résoudra les problèmes à notre place. Et si rien n'est fait, comment s'étonner qu'avec notre argent, au lieu de payer des bourses, on déplace les pavés pour la dixième fois en un an ?

Agissons ensemble. Luttons ensemble. Nous sommes également responsables des résultats, tous ensemble.

Rejoignez la lutte !

---

---

## **Autres nouvelles sur le travail en Ukraine**

---

### **Il est choquant de constater que 22 % des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum.**

Source : Vitaliy Dudin publie des données intéressantes sur la main-d'œuvre en Ukraine sur son canal Telegram.

(21 novembre 2023) À ma demande, la Caisse de pensions a fourni les données suivantes du Registre des assurés sociaux :

Nombre total d'employés : 9,549,129

Salariés recevant moins que le salaire minimum : 2 064 802

Salariés à temps partiel : 1 005 351 (dont 666 164 à temps partiel)

Salariés travaillant dans le cadre d'un contrat de travail avec des horaires irréguliers : 9,959

Employés sur la base de contrats de travail : inconnu (bien que 455 employés soient résidents de la [ville de Diia](#) (Note : la ville de Diia offre aux entreprises informatiques l'un des meilleurs régimes fiscaux d'Europe).

À première vue, il n'y a pas eu de baisse catastrophique de l'emploi (avant l'invasion, il y avait 10,3 millions de travailleurs). Il n'y a pas de signes d'une forte augmentation du travail précaire (y compris les heures de travail non spécifiées et les contrats à durée indéterminée).

Mais les garanties du travail n'offrent souvent qu'une protection nominale. Il est choquant de constater que 22 % des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum. Leur proportion augmente, tout comme le nombre de personnes pauvres.

Une telle pauvreté au travail est incompatible avec les normes européennes. Seule une pression organisée des travailleurs permettra de corriger les erreurs de la politique sociale et du comportement des employeurs.

---

### **Appel urgent à la libération des travailleurs disparus de la centrale électrique ukrainienne**

Source : [IndustriALL](#)

(2 novembre 2023) IndustriALL Global Union et IndustriAll European Union lancent un appel urgent à une action immédiate pour localiser et obtenir la libération des travailleurs qui ont disparu de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia (ZNPP) en Ukraine.

Trois travailleurs de ZNPP ont disparu dans des circonstances troublantes. Brazhnyk Oleksii Petrovych, lieutenant-colonel à la retraite du ministère de l'intérieur et ingénieur au Korzh, Sergiy



Volodymyrovych, ingénieur à l'atelier électrique de ZNPP, a été enlevé le 4 septembre 2022 et n'a pas été retrouvé depuis.

Au Korzh Olexander Volodymyrovych, employé au Centre scientifique et technique d'État pour la sécurité nucléaire et radiologique de la centrale nucléaire de Zuid, a été fait prisonnier avec son frère Sergiy le 4 septembre 2022. Bien qu'il ait été brièvement libéré le 7 septembre 2022, il a été de nouveau détenu le 16 décembre 2022 et transporté dans un lieu

non divulgué. Le lieu où il se trouve actuellement reste un mystère, ce qui renforce les inquiétudes croissantes concernant la sécurité et le bien-être de ces travailleurs disparus.

IndustriALL a envoyé des lettres urgentes à des organismes internationaux clés. Ces lettres, adressées au directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), au [directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique](#), au [chef de la mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine](#) et aux [membres du Comité des disparitions forcées](#), appellent à une action immédiate pour obtenir la libération des travailleurs.

IndustriALL Global et IndustriALL Europe ont également envoyé une [lettre commune aux représentants de l'Union européenne](#) pour les aider à localiser et à libérer les travailleurs.

Isabelle Barthès et Judith Kirton-Darling, co-secrétaires générales par intérim d'industriAll Europe affirment :

"Nous condamnons fermement la disparition forcée des travailleurs de la centrale nucléaire de Zaporizhzhya, qui constitue un crime et est tout simplement inhumaine. Avec notre organisation sœur internationale, nous appelons les Nations unies à intervenir d'urgence pour obtenir la libération des travailleurs disparus. Nous ferons tout notre possible pour surveiller et faire la lumière sur la situation des travailleurs dans les territoires occupés par la Russie et les entreprises en Ukraine, et nous informerons les autorités de l'UE en conséquence".

Les lettres soulignent les cas de trois travailleurs affiliés au syndicat Atomprofspilka, qui ont mystérieusement disparu :

Cette disparition forcée d'individus constitue un crime contre l'humanité en vertu du statut de la Cour pénale internationale, ainsi qu'une violation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

La Fédération de Russie doit immédiatement et inconditionnellement cesser son agression, retirer ses troupes d'Ukraine et mettre fin aux souffrances qu'elle inflige au peuple ukrainien. Nous vous demandons de contacter le gouvernement de la Fédération de Russie afin de garantir la libération immédiate et en toute sécurité des travailleurs de la centrale nucléaire de Zaporizhzhya qui ont été victimes d'une disparition forcée.

"Nous sommes unis dans notre demande d'action immédiate. La disparition des travailleurs de la centrale nucléaire de Zaporizhzhya est une violation des droits de l'homme. IndustriALL n'aura de cesse que ces travailleurs disparus ne soient rendus à

leurs familles en toute sécurité. Nous exhortons la communauté internationale à se joindre à nous dans cet appel à la justice, à l'unité et à la protection des droits des travailleurs dans le monde entier".

a déclaré Atle Høie, secrétaire général d'IndustriALL.

---

## Utilisation par l'employeur de la loi 2136 pour suspendre les prestations d'emploi

Source : Informations publiées par l'avocat spécialisé en droit du travail Vitaliy Dudin

(1er novembre 2023) Les syndicats luttent devant les tribunaux contre les abus de la loi 2136, qui a permis aux propriétaires de négliger leurs obligations envers les travailleurs pendant la guerre.

En 2022, en vertu de l'article 14 de cette loi, l'usine Leoni a cessé de transférer des fonds au syndicat pour des activités culturelles, d'éducation physique et d'amélioration de la santé. La loi est entrée en vigueur le 24 mars 2022, mais l'employeur refuse toujours de payer le mois de mars. Le syndicat a intenté une action en justice. La cour d'appel a toutefois rejeté la demande, estimant que le fait d'exiger de l'employeur qu'il transfère les fonds était une solution inappropriée.

En revanche, la section de Kryvyi Rih du syndicat libre des cheminots d'Ukraine (VPZU) a fait appel avec succès de la décision du conseil d'administration d'Ukrzaliznytsia (la société nationale des chemins de fer), qui avait suspendu les dispositions de l'accord sectoriel et des conventions collectives couvrant les paiements pour les avantages sociaux, la couverture santé, les prestations de retraite et le service militaire. La décision de l'employeur a été approuvée le 14 mars 2022, en vertu de l'article 11 de la loi 2136 sur la suspension des conventions collectives.

Le tribunal a jugé que cela constituait une violation de l'article 58 de la [Constitution ukrainienne](#) (contre la rétroactivité).

---

## Une étude sur le travail domestique en Ukraine (extraits)

Source : Publié par [Labor Initiatives](#)

(3 novembre 2023) Aujourd'hui, 59 % des travailleurs domestiques en Ukraine travaillent de manière informelle. La plupart d'entre eux (84 %) sont des femmes. Tels sont les résultats d'une enquête nationale sur les droits du travail des travailleurs domestiques en Ukraine, présentée le 30 octobre par l'organisation Labor Initiatives et la société Research.ua.

En Ukraine, le syndicat des travailleurs domestiques, créé en 2019, compte actuellement environ 200 membres (principalement des nounous et des femmes de ménage).

En mars-mai 2023, Research.ua a mené une enquête quantitative auprès de 450 travailleurs domestiques en Ukraine. Selon les résultats de l'étude, sur les 38% de travailleurs domestiques dont le travail est documenté, la majorité travaille dans le cadre de contrats de travail (22%), certains dans le cadre de contrats de droit civil (12%) et sur la base d'un contrat avec une agence (5%). Malgré le scepticisme des répondants à l'égard de l'emploi formel, la majorité d'entre eux reconnaissent que l'emploi formel garantira le respect des droits du travail (73%) et contribuera à



augmenter les pensions (64%). Dans le même temps, plus de 50 % des personnes interrogées craignent que l'emploi formel n'augmente le coût des services et ne réduise les revenus en raison de la nécessité de payer des impôts.

Parmi les avantages du travail à domicile, les personnes interrogées distinguent les suivants : "de l'argent pour vivre", des horaires flexibles, une planification indépendante des horaires de travail et la détermination des priorités. Parmi les inconvénients, on trouve le travail routinier et les efforts physiques excessifs.

L'invasion à grande échelle de la Fédération de Russie en Ukraine a également un impact sur ce secteur. Comme le montre l'étude, de nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays ou des Ukrainiens qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre ont commencé à travailler comme travailleurs domestiques. Des personnes qui étaient autrefois professeurs d'école ou d'université travaillent aujourd'hui comme nounous, gouvernantes ou professeurs particuliers. 63 % des personnes interrogées travaillant dans le secteur informel et 43 % de celles travaillant dans le secteur formel ont constaté une baisse de leurs revenus pendant la guerre.

59% des personnes interrogées ont été confrontées au non-paiement ou au paiement insuffisant de la rémunération pour le travail effectué. Si la majorité des personnes interrogées ont indiqué que leurs heures supplémentaires et leur travail de week-end étaient payés à un taux majoré ou doublé, pour 45% d'entre elles, ce travail est payé comme à l'accoutumée. La durée du congé dépend du fait que la personne travaille officiellement ou non. D'une manière générale, 47% des personnes interrogées ont la possibilité de prendre de 10 à 27 jours de vacances. Mais pour 49%, les jours de vacances ne sont pas payés par l'employeur. Plus de 60% des répondants ne connaissent pas ou ont des difficultés à répondre aux questions concernant les syndicats ou les associations professionnelles qui pourraient aider les travailleurs domestiques. Les trois quarts (74%) des répondants déclarent qu'ils contacteraient une association professionnelle ou un syndicat si celui-ci les aidait à trouver un emploi, leur fournissait un soutien juridique et constituait une plate-forme pour partager des expériences et discuter de conflits avec l'employeur.

---

## Entretien avec la coopérative ReSew : "Les coopératives sont l'un des moyens de diffuser les principes de l'auto-organisation"

Source :page Facebook de la coopérative ReSew <https://www.facebook.com/ReSewKyiv>

### Introduction de Patrick Le Tréhondat

*(8 novembre 2023) Dès les premiers jours de la guerre, la capacité d'auto-organisation de la société ukrainienne a été cruciale. Lorsque l'État n'a pas pu remplir ses missions, la société s'est organisée pour y répondre. Une gigantesque activité sociale, humanitaire et de solidarité s'est développée. Même dans le domaine militaire, avec la défense territoriale, qui est devenue d'une certaine manière l'organisation du peuple armé. Cette tradition d'auto-organisation ne vient pas de*



*nulle part. La Commune de Maïdan (novembre 2013-février 2014) avait déjà montré au monde entier la volonté profonde du peuple ukrainien de prendre ses affaires en main. De plus, le puissant mouvement coopératif ukrainien du début du 20e siècle a certainement nourri cette capacité. Il s'agissait d'une voie et d'un outil tant pour l'émancipation nationale (anticoloniale) que pour l'émancipation sociale et économique.*

*L'un des programmes du festival du film féministe 2023 (Kiev) sera consacré aux droits du travail. Selon les organisateurs : "Bien que l'on nous vende activement l'idée de la réussite professionnelle et que le bureau soit comme une seconde maison, le travail n'est souvent pas une question de plaisir mais une question de survie. Pour nous, les droits du travail sont avant tout une question de solidarité et d'empathie. C'est pourquoi nous avons invité à co-organiser ce programme une coopérative de couture ReSew - Швейнуї Кооператив (Chveïniï kooperativ), qui existe politiquement et écologiquement sans patrons ni subordonnés et qui est unie par l'amour de leur travail-couture."*

*Nous poursuivons notre exploration du monde des coopératives et des nouvelles formes d'auto-organisation de la société ukrainienne par un échange avec les membres de cette coopérative.*

### **Racontez-nous l'histoire de votre coopérative et de ses activités, avant et après le 24 février. Comment travaillez-vous ou décidez-vous ? Quelles sont les perspectives d'avenir ?**

Nous nous sommes organisées en coopérative en août 2016. Nous avons considéré ce projet comme économique, environnemental et féministe et avons prévu de travailler dans les domaines suivants :

- 1) populariser la réparation et le recyclage des vêtements et des textiles ainsi qu'un mode de vie respectueux de l'environnement.
- 2) publier des informations sur la discrimination dans la production de vêtements et de textiles (économique, environnementale, de genre), la formation d'une valeur équitable du travail dans l'industrie de l'habillement, la critique de la mode rapide et de la surproduction de vêtements et de textiles.
- 3) la responsabilité conjointe des participants au projet pour le fonctionnement de la coopérative : réunions collectives, prise de décision par consensus, gestion conjointe des réseaux sociaux à l'aide d'un marketing alternatif (non agressif), communication avec les clients, achat/recherche de matériaux, formation d'un système financier transparent contrôlé par tous les membres de la coopérative, et autres fonctions.

Plus tard, nous avons commencé à organiser des ateliers où nous enseignions, conseillions et aidions à réparer les vêtements, à les modifier pour les adapter aux besoins de la personne qui les porte, à coudre des pochettes et des sacs en toile pour remplacer les sacs en plastique, ainsi que des serviettes hygiéniques réutilisables. Nous avons commencé à travailler beaucoup avec les communautés queer et trans\*, en créant des vêtements confortables et abordables pour les membres de ces communautés. Tout cela était important et intéressant pour nous. Nous avons des clients réguliers et des participants aux ateliers qui soutenaient nos principes.

Peu à peu, nous avons gagné suffisamment d'argent pour acheter des machines à coudre industrielles et un générateur de vapeur, et nous avons créé des conditions confortables dans l'atelier. Selon les années, il y avait 5, 3, 2, 4, 3 participants. En 2018, avec l'initiative artistique ZBOKU, nous avons loué un espace commun et commencé à fonctionner comme un centre communautaire pour les personnes queer, trans\* et non binaires à Kiev. Nous voulions inspirer les

couturières à travailler avec nous ou à créer des coopératives similaires. Nous avons donc participé à des manifestations contre le nouveau code du travail et à des événements artistiques, culturels et éducatifs consacrés à la lutte pour le droit du travail et les conditions de travail en Ukraine.

Bien sûr, nous avons dû faire face à de nombreux problèmes : le faible coût des produits sur le marché du textile, la dévalorisation et le manque de prestige du travail de couture, et même l'intimidation en ligne. Mais grâce à notre propre enthousiasme et au fait que nous étions entourés de personnes partageant nos principes, la coopérative a continué à innover. À partir du 24 février 2022, nous sommes restés à Kiev pendant environ un mois. Nous nous sommes installés dans l'atelier, car il s'agissait d'un demi-sous-sol, et nous avons cousu bénévolement des chevrons et des sous-vêtements pour l'armée et la défense territoriale. Nous avons aidé tous ceux que nous pouvions parmi nos parents, nos amis et dans le quartier où nous vivions.

Le 20 mars 2022, deux membres de la coopérative sont partis pour la Finlande. À l'étranger, nous avons commencé à organiser des événements (dîners de solidarité, projections de films et présentations) afin de collecter des fonds pour les camarades et les initiatives qui, nous le savons, continuent à travailler en Ukraine, notamment en fournissant une aide humanitaire aux civils sur la ligne de front et une aide militaire aux personnes issues des communautés anti-hiérarchiques, féministes et queer. Il est également important pour nous de maintenir des relations avec nos amis et camarades avec lesquels nous avons mené des activités ces dernières années et qui ont formé notre communauté, mais qui sont maintenant dispersés dans le monde entier.



**Le festival féministe de Kiev vous présente comme "politiquement et écologiquement sans patrons ni employés". Quel sens donnez-vous à cette présentation ?**

L'une des idées et l'un des principes de la coopérative étaient la structure horizontale de

l'organisation. Tonya (Ton) Melnyk, l'un des fondateurs de la coopérative, explique qu'ils ont travaillé dans l'industrie de l'habillement en Ukraine à différents postes, à la fois en tant que subordonné et en tant que directeur de production. D'un point de vue général, l'expérience a été décevante, car soit on économise sur les salaires et les conditions de travail, soit on est contraint de le faire parce que les personnes les plus haut placées dans la hiérarchie imposent de telles exigences dans un souci de profit. Tout cela conduit à l'exploitation de soi, des autres et des ressources naturelles, ce qui ne convenait pas à Ton, qui a un passé d'activiste. C'est à cette époque, il y a dix ans, qu'est née l'idée d'une entreprise de couture horizontale, où il n'y aurait ni patron ni subordonné, où toutes les décisions seraient prises selon le principe du consensus, c'est-à-dire en tenant compte des intérêts et de la voix de chaque membre de la coopérative, et où les bénéfices seraient répartis à parts égales ou selon d'autres principes, en fonction de l'accord des participants. Au départ, les personnes intéressées par la création de ReSew étaient des personnes issues des milieux environnementaux, et c'est avec elles que ReSew a été conçu comme un projet d'upcycling.



Mais surtout, l'idée a trouvé un écho dans les milieux gauchistes, anarchistes, féministes et queer. L'attitude critique de tous les membres de la coopérative à l'égard de la fast fashion, de la surproduction et de la pollution engendrées par l'industrie mondiale de l'habillement, ainsi que de l'exploitation de personnes principalement féminines et socialisées, a donné naissance à l'idée fondamentale de s'opposer politiquement et écologiquement à toute forme d'exploitation.

**Connaissez-vous d'autres coopératives comme la vôtre à Kiev ou en Ukraine et, le cas échéant, avez-vous des relations avec elles ?**

Lorsque nous travaillions à Kiev, nous avons coopéré avec de nombreuses initiatives et organisations horizontales de base, telles que ZBOKU, Salt, Femsolutions, FreeFilmers et d'autres. Mais si nous parlons de coopératives de production, il y avait Bar Koshchei et la coopérative Hleb Nasushchnyi. Cette dernière prépare des plats végétaliens à partir de produits récupérés dans les poubelles et les propose à la communauté à des prix très abordables ou gratuitement. Nous les avons invités à participer à plusieurs de nos événements, dont le Free Market 2018. Cette coopération a été intéressante et positive. Nous connaissons également certaines coopératives qui ont existé et dont certaines fonctionnent encore en Ukraine, bien qu'il n'y ait pas eu de coopération spécifique entre nous. Par exemple, à Nyzhnye Selyshche en Zakarpattia, il y a la coopérative Longo Mai, qui produit des jus directement pressés ; à Lviv, il y a une coopérative qui vend des vêtements et des chaussures de sport ; à Kharkiv, il y a une coopérative alimentaire basée sur un squat anarchiste depuis un certain temps. Nous connaissons également plusieurs coopératives de Biélorussie et de Russie qui partagent des principes similaires aux nôtres, et nous avons coopéré à plusieurs reprises dans le cadre d'événements anarchistes communs. Par exemple, la coopérative d'impression Listovka et le café-falafel Horizontal.

**Au début du 20ème siècle, l'Ukraine a connu un important mouvement coopératif qui a été un levier pour la libération nationale et sociale de l'Ukraine. Quel rôle donnez-vous aux coopératives comme la vôtre dans une transformation sociale de l'Ukraine en vue de l'émancipation sociale ?**

Les coopératives sont, à notre avis, l'un des moyens de diffuser les principes et les idées d'auto-organisation dans la société. De nombreux mouvements de base ont une dette envers ces idées. Et les mouvements de base, à leur tour, conduisent à des changements et à des transformations sociales majeures. Notre coopérative est suffisamment jeune pour pouvoir mesurer l'impact des activités de ReSew sur la société. En même temps, au fil des années de travail, l'attitude à l'égard d'idées telles que le recyclage, l'upcycling et les comportements respectueux de l'environnement a changé de manière significative. Les serviettes hygiéniques réutilisables, les poches menstruelles, les pochettes et les sacs en toile sont déjà à la mode et ne sont pas associés au passé soviétique. Mais si nous parlons du mouvement coopératif en général, il s'agit d'une école qui permet aux gens de s'organiser et d'agir dans différentes situations sans leadership, ce qui s'est reflété à plusieurs reprises dans la société ukrainienne au début des manifestations de Maidan, ainsi qu'au début et pendant l'invasion à grande échelle. La capacité d'auto-organisation est un outil qui permet à la société de se montrer comme un acteur politique que le soi-disant gouvernement actuel doit écouter. La direction que

prendra la société dépend de la manière dont cet outil sera utilisé. C'est pourquoi il est très important de renforcer la voix des communautés populaires, féministes et anti-hiérarchiques en Ukraine pour empêcher la domination du discours de droite, qui s'empare facilement de tous les meilleurs instruments d'organisation sociale sur fond de guerre.

**On associe souvent les coopératives comme la vôtre au terme d'autogestion [самокеріваність]. Ce terme d'autogestion vous semble-t-il refléter ce qu'est votre coopérative ? Est-ce une idée familière au sein de la gauche ukrainienne ou plus généralement dans les activités sociales ?**

Nous faisons la distinction entre les termes "autogestion" et "auto-organisation". Pour nous, c'est l'auto-organisation des personnes, des individus qui investissent beaucoup de ressources dans les activités d'une organisation horizontale de base, qui est la plus applicable. Après tout, tous les membres de la coopérative ne sont pas seulement des couturières, mais ils communiquent aussi avec les clients, achètent du matériel, font de la publicité pour les activités de l'organisation, écrivent des articles éducatifs et militants, ils sont comptables, nettoyeurs pour les activités de relations publiques de l'organisation, gestionnaires de communauté et militants. Toutes les personnes impliquées dans le fonctionnement de la coopérative sont également responsables de son fonctionnement. L'autogestion, à notre avis, efface quelque peu la contribution de chaque individu travaillant dans la coopérative. Nous ne voyons pas non plus que n'importe qui puisse rejoindre notre coopérative à n'importe quel moment. Cette personne devrait être celle qui partage les principes du féminisme intersectionnel, les idées écologiques de production, et qui est prête à travailler de façon responsable dans une structure non hiérarchique. D'après nos observations, des principes similaires guident la plupart des organisations de gauche en Ukraine et à l'étranger, qui se positionnent comme horizontales ou non hiérarchiques (faiblement hiérarchisées) et pratiquent des outils de démocratie directe.

*Pour soutenir ReSew, rendez-vous sur <https://www.patreon.com/ReSew> et choisissez un abonnement de 2, 4 ou 6 euros par mois.*

---

## **Sécurité ou travail ? Les 10 principaux conflits du travail causés par la guerre**

*Source : Socportal*

*(6 novembre 2023) En raison de l'invasion russe, de nombreux Ukrainiens ont perdu la possibilité de travailler normalement. Et alors qu'au début de la guerre, l'absentéisme ou le télétravail étaient considérés comme acceptables, ils deviennent aujourd'hui une cause de conflits, de licenciements et 77 de litiges.*

C'est ce que montrent les documents du registre des tribunaux, dans lesquels les plaignants parmi les employés ont décidé de se battre pour leurs droits du travail parce que les employeurs ont fait preuve d'un manque de compréhension de leur situation", déclare Vitaliy Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail et militant du Mouvement social.

En 2022, le nombre de recours des citoyens auprès des tribunaux de première instance pour la protection des droits du travail a presque diminué de moitié par rapport à l'année précédente, passant de 17 000 à 9 000. Et cela n'est pas dû à une diminution du nombre de violations des droits,

mais au fait qu'il est devenu plus difficile d'obtenir justice en raison des changements législatifs et des restrictions d'accès à la justice.

Dudin a préparé pour *Socportal* des exemples de dix jugements de tribunaux concernant le travail dans des conditions de guerre. Dans certains cas, les travailleurs ont gagné, dans d'autres, ce sont les employeurs qui ont gagné.

### **Comment le droit du travail a-t-il évolué pendant la guerre ?**

Dans la confrontation entre le droit du salarié à travailler à distance dans des conditions sûres et la nécessité pour l'entreprise de remplir des fonctions socialement nécessaires, c'est souvent cette dernière qui l'emporte, estime l'expert.

Selon M. Dudin, l'orientation protectrice du code du travail ukrainien a été considérablement affaiblie par les changements législatifs visant à répondre rapidement aux situations courantes pendant la guerre.

Les modifications apportées à la législation du travail ont presque toujours été à l'avantage des employeurs. En particulier, l'obligation de coordonner le licenciement d'un membre d'un syndicat avec l'organe élu du syndicat a été temporairement abolie, la procédure de modification des conditions de travail essentielles a été simplifiée (plus besoin de donner un préavis de deux mois) et de nouveaux motifs de licenciement ont été introduits (par exemple, le fait qu'un employé n'ait pas notifié à l'employeur les raisons de son absence pendant plus de quatre mois). Il est également possible de suspendre un contrat de travail sur la base de l'article 13 de la loi ukrainienne (sur l'organisation des relations de travail sous la loi martiale) et de la loi n° 2136. En raison de l'absence de contrôle de l'État, de nombreux employeurs n'ont pas pu résister à la tentation d'utiliser ces innovations à leur profit. Des lois de déréglementation radicales ont été adoptées sous le prétexte d'empêcher l'effondrement de l'économie, mais la plupart d'entre elles restent valables même aujourd'hui, alors que la situation s'est largement stabilisée, déclare Vitaliy Dudin.

Il souligne que les travailleurs font souvent appel au tribunal parce qu'ils ont vu leurs droits violés par l'émission d'ordres de licenciement, la privation de leurs revenus ou la délocalisation de la production. Et la dynamique de la procédure judiciaire montre que plus les affaires durent, plus les tribunaux évaluent de manière critique les arguments des plaignants concernant les problèmes de sécurité.

Si, au début de l'invasion, les tribunaux ont accepté que le simple fait de déclarer la loi martiale en Ukraine puisse servir de justification à l'absence du travail, ils ont ensuite exigé une justification plus forte du danger réel pour la vie et la santé des travailleurs, explique l'expert.

### **Les employés qui ont voyagé à l'étranger peuvent-ils être licenciés pour absentéisme ?**

Selon l'avocat, les cas de licenciement pour absentéisme doivent faire l'objet d'une attention particulière.

L'avis des employeurs est clair : en période de pénurie financière, ils ne veulent pas payer les employés qui ne s'investissent pas suffisamment dans leur travail. Par conséquent, l'absence du bureau "était considérée comme une preuve de déloyauté", explique Vitaliy Dudin.

Il note que si, au début de la loi martiale, le ministère de l'économie recommandait de ne pas licencier les travailleurs pour absence au travail dans des conditions de guerre, les réalités du marché imposent d'autres solutions. Si les travailleurs étaient licenciés pour absentéisme, il leur était difficile de prouver la validité des raisons de leur absence.

Par exemple, en juillet de cette année, le tribunal du district de Darnytsia à Kiev, dans l'affaire n° 753/15245/22, a refusé de réintégrer la directrice du centre territorial des services sociaux (prestation de services sociaux) du district de Darnytsia. Depuis le début de la guerre, la femme se trouvait en France, d'où elle pouvait travailler à distance, mais le 21 mars 2022, elle a été licenciée pour absentéisme. En rejetant la demande, le tribunal a considéré que la femme avait cessé d'exercer ses fonctions officielles de directrice et quitté l'Ukraine, et qu'elle n'avait pas le droit de travailler à distance.

### **Recherche : L'Ukraine pourrait devenir le leader européen du nombre de travailleurs indépendants**

Le 1er mars 2022, la femme, en tant que directrice, a mis en place un régime de travail à distance pour elle-même, mais le tribunal a considéré qu'elle n'avait pas le pouvoir de le faire. L'article 60-2 du Code du travail prévoit la possibilité d'émettre un ordre d'introduction du travail à distance uniquement avec l'autorisation de l'employeur et, comme le souligne la décision du tribunal, l'administration de l'État du district concerné devrait être considérée comme telle. En outre, la plaignante a motivé son départ à l'étranger par la crainte pour sa vie ; elle a notamment invoqué le fait que des fragments de roquettes étaient tombés près de sa maison dans les premiers jours de l'invasion. Selon elle, il s'agissait là d'une raison valable pour justifier son absence du travail. Toutefois, le tribunal a jugé cet argument peu convaincant, car le point de chute du fragment dangereux était prétendument éloigné géographiquement du lieu de résidence de la plaignante. L'affaire est actuellement en appel.

### **Dans le même temps, une décision de justice a été rendue en faveur des travailleurs dans des litiges similaires.**

En août 2022, dans l'affaire n° 242/1050/22, le tribunal municipal Selidivsky de la région de Donetsk a réintégré une femme qui travaillait comme directrice commerciale dans une usine d'enrichissement locale. L'employeur l'avait licenciée le 22 avril 2022 pour absentéisme, mais le tribunal a estimé que la conduite des hostilités à proximité du lieu de résidence de la plaignante l'avait objectivement empêchée de se rendre au travail, et des captures d'écran de rapports et de correspondance ont confirmé le fait qu'elle travaillait à distance.

Une décision similaire a été prise en octobre 2022 par la Cour d'appel de Volyn dans l'affaire n° 166/282/22. Selon l'histoire, une infirmière de l'hôpital central de district KNP Ratnovska, qui avait pris des vacances et se trouvait en Pologne avec ses enfants, a été licenciée pour absentéisme. Il a été reconnu que le licenciement pour absentéisme était sans fondement au moment où l'employée a demandé un congé en tant que mère de deux enfants (l'employeur a rejeté la demande sans explication), compte tenu des craintes de la femme en tant que résidente d'un district frontalier de la République du Belarus pour la vie et la santé de ses enfants. Les arguments de la plaignante concernant l'évacuation de ses enfants dès le début de l'invasion totale du district ont été reconnus comme convaincants.

En juin dernier, la Cour suprême a confirmé, dans l'affaire n° 577/1447/22, la légalité des décisions relatives à la reprise du travail d'un homme qui avait été licencié de son poste d'ingénieur-technologue à l'usine de réparation d'aéronefs Konotop "Aviacom", dans la région de Sumy. L'entreprise l'a rappelé le 20 avril 2022 et l'a licencié le lendemain pour non présentation, alors que le plaignant se trouvait en Allemagne. Le tribunal a reconnu que l'employé ne pouvait pas arriver rapidement de l'étranger lorsqu'il était convoqué en un jour, de sorte que le licenciement pour absentéisme était illégal. L'employeur n'avait pas correctement informé l'employé de la fin du temps d'arrêt et n'avait pas tenu compte de sa demande de report du travail.

## **Créer des emplois, sauver des écoles et soutenir l'armée :**

Autre exemple similaire : en août de cette année, le tribunal du district Frunzensky de Kharkiv, dans l'affaire n° 645/2548/23, a repris l'emploi du laboratoire régional de l'État de Kharkiv. L'employeur estimait que la femme s'était absentée du travail de manière injustifiée le 12 mai 2023, mais elle était en congé en tant que personne déplacée à l'intérieur du pays (PDI). La Cour a estimé que la requérante, en tant que personne déplacée, avait droit à un congé sans solde d'une durée maximale de 90 jours. Elle avait déposé une demande auprès de son employeur et n'avait pas reçu de refus spécifique. L'employeur a insisté sur le fait qu'il considérait le certificat de statut de personne déplacée comme invalide.

## **Pour quels motifs un contrat de travail peut-il être suspendu ?**

Dans les conditions de la guerre, les employeurs pouvaient suspendre les relations de travail, c'est-à-dire ne pas licencier un employé, mais aussi ne pas lui verser son salaire et ne pas payer ses cotisations d'assurance. Certains travailleurs qui ont quitté leur établissement ont tenté de faire appel d'une telle décision.

En août de cette année, la Cour d'appel de Chernihiv a pris une décision dans l'affaire n° 740/1926/22 concernant le chef du directeur du travail éducatif de l'école d'enseignement général n° 1 de Nizhyn. La femme se trouvait en Allemagne depuis plus d'un an et souhaitait faire appel de l'ordre de suspension de son contrat de travail car, selon elle, elle était en mesure d'exercer ses fonctions à distance. Le tribunal n'a pas considéré comme corrects les arguments selon lesquels la ville de Nizhyn était exposée au risque d'attaques à la roquette et que la plaignante ne pouvait pas se rendre à son travail en raison de la destruction de la voie ferrée et de l'absence d'abri à l'école. Cependant, le fait que l'école ne disposait pas d'un système de gestion électronique des documents, ce qui excluait la possibilité d'effectuer des tâches à distance, était d'une importance cruciale.

Une autre décision similaire a été prise en juin de cette année par le tribunal municipal de Rivne dans l'affaire n° 569/12425/22. Dans cette affaire, le directeur du magasin de CP "Rovnekniga" a d'abord suspendu son contrat de travail et, trois mois plus tard, elle a été licenciée en vertu du paragraphe 8-3 de l'article 36 du code du travail (absence d'un employé de son travail et information sur les raisons de cette absence pendant plus de quatre mois consécutifs). La femme a donc contesté l'ordonnance de suspension du contrat de travail datée du 14.04.2022 et l'ordonnance de licenciement datée du 21.07.2022. L'employée, qui a 40 ans d'expérience dans cette entreprise, a estimé qu'il n'y avait pas de conditions pour la suspension du contrat de travail et a insisté sur le fait que l'employeur savait où elle se trouvait en République de Lituanie (elle était en contact) et qu'elle avait été suspendue pendant une partie de la période de quatre mois.

Selon le tribunal, le contrat de travail a été légalement suspendu parce que la plaignante a été absente de février à juillet 2022 en Ukraine. Dans le même temps, le tribunal a jugé corrects les arguments selon lesquels il n'existait aucun motif de licenciement pour absence au travail pendant plus de quatre mois : depuis avril 2022, le contrat de travail avec la femme était suspendu, de sorte que cette période ne pouvait être imputée à la période d'absence de quatre mois. En outre, les motifs de licenciement prévus à l'article 36 (8-3) du CLLT n'ont été introduits que le 19.07.2022, de sorte que la période de 4 mois ne peut être imputée qu'à partir de cette date.

## **Notification inadéquate du lieu d'implantation de l'employeur**

Dans certains cas, les salariés qui tentent de faire appel de leur licenciement n'ont pas informé leur employeur en temps utile de leur situation et de la possibilité de reprendre le travail. Ou ils l'ont fait de manière incorrecte.



En juillet de cette année, le tribunal municipal Druzhkivsky de la région de Donetsk, dans l'affaire n° 229/511/23, a refusé de réembaucher un homme qui avait été licencié de son poste de chef de département à l'école supérieure des infrastructures de transport de Bakhmut. L'établissement a été transféré dans la ville de Dnipro. Le salarié a été licencié en décembre 2022 sur la base du même article 36, paragraphe 8-3 du Code du travail. L'employeur a considéré que l'employé avait été absent pendant plus de 11 mois, dont cinq mois après la survenance du motif de licenciement pertinent en vertu du Code du travail. Le demandeur a fait valoir qu'après son départ de Bakhmut et son enregistrement en tant que PDI, attesté par un certificat daté du 12.09.2022, il avait informé l'employeur de ce fait en envoyant une copie dudit certificat au service du personnel. Or, le Tribunal a constaté que le plaignant, pendant la période d'absence, n'a jamais notifié personnellement à l'employeur les raisons de son absence et n'a pas communiqué. Le certificat du plaignant a été fourni par son épouse via la messagerie Viber en utilisant son propre numéro de téléphone.

Une décision similaire a été prise en juin de cette année par le tribunal de district d'Odesa à Kiev dans l'affaire n° 947/15490/22. Il a refusé de réintégrer un homme qui avait été licencié pour absentéisme du poste de directeur de magasin du "Okhtyrka Combine of Bread Products" dans la région de Sumy. Le plaignant est parti au début de l'invasion à Odessa, où réside sa famille. Selon les rapports officiels, le 8 avril 2022, la région de Sumy a été complètement libérée des occupants russes et, en mai, l'entreprise a repris ses activités. Par conséquent, le tribunal a noté que le demandeur n'avait pas fourni d'explications étayées démontrant la validité des raisons pour lesquelles il ne s'était pas présenté au travail. L'employeur a prouvé qu'il avait essayé, par l'intermédiaire de messagers, d'obtenir l'explication de l'employé pour son absence, mais sans succès.

### **Licencié pour avoir refusé de déménager en Autriche**

Si, dans le passé, des travailleurs ont été licenciés parce qu'ils refusaient de retourner en Ukraine ou de quitter une région où se déroulaient des opérations militaires. Ici, il y a des cas où le contraire s'est produit en raison du refus de quitter la patrie.

En août, la Cour d'appel de Kropyvnytsky a rendu une décision très intéressante dans l'affaire n° 404/3054/22. Le licenciement a été contesté par une ancienne infirmière du KNP, "Kirovograd Regional Specialised Children's Home of a new type of Kirovograd Regional Council" (foyer régional spécialisé pour enfants d'un nouveau type du conseil régional de Kirovograd). Elle a refusé de partir en Autriche, où les enfants de l'institution ont été évacués en mars 2022. En avril, la direction l'a informée de la nécessité de déménager à l'étranger et qu'en cas de refus, elle serait licenciée en vertu du paragraphe 6 de l'article 36 du code du travail.

La position du plaignant était basée sur le fait que depuis le 24 février 2022, il n'y avait pas eu d'hostilités ou d'autres circonstances qui menaçaient ou pouvaient menacer la vie ou les conditions de vie normales des personnes sur le territoire de la région de Kirovograd. Par conséquent, les employés pouvaient partir volontairement. Le tribunal a constaté que depuis le départ de tous les élèves pour l'Autriche, l'activité principale de l'institution était exercée à l'étranger. Étant donné que l'employeur avait le droit de modifier les conditions de travail essentielles et que l'employé a refusé de continuer à travailler après leur modification, le licenciement a été jugé légal.

Toutefois, ces cas, où les personnes refusent catégoriquement de quitter leur patrie, constituent une exception. Le problème le plus urgent pour le pays reste la question de savoir comment ramener six millions de citoyens chez eux. Et si, pour une certaine partie des réfugiés, la préservation des relations de travail et des droits dans le pays d'origine constituait une incitation au retour, les récentes tendances juridiques pourraient changer la donne.

---

## **Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine**

---

### **Les syndicats du Pays de Galles fournissent de l'aide à l'Ukraine**



Voir : <https://ukrainesolidaritycampaign.org/2023/11/05/aid-delivered-to-ukraine-from-unions-in-wales/>

*Source. Campagne de solidarité avec l'Ukraine*

---

### **Campagne de construction de puits d'eau potable en Ukraine**

*Source : Réseau syndical international de solidarité et de luttes*

(5 novembre 2023) Après l'attaque qui a abouti à l'effondrement d'un des plus grands barrages du pays, Nova Kakhovka, les travailleurs qui luttent contre l'invasion russe lancent un appel pour acheter des foreuses afin de construire des puits. "L'eau distribuée aujourd'hui est impropre à la consommation. Non seulement elle est impropre à la consommation, mais elle est également impropre à toute autre chose, même si elle est bouillie. Elle contient beaucoup de produits chimiques et d'impuretés", souligne Yuri.

La solidarité internationale joue un rôle crucial pour aider ceux qui sont confrontés aux horreurs de la guerre. Les convois syndicaux, avec leur soutien direct et concret à la classe ouvrière ukrainienne, ont été une source vitale d'espoir et d'assistance pour les personnes qui affrontent quotidiennement la violente invasion russe pour défendre leur terre et leur dignité.

Soutenez la campagne de collecte de fonds pour la construction de puits d'eau.



### **Résolution de la 50<sup>e</sup> réunion internationale de l'ILNSS**

#### **UKRAINE - NPGU et KVPU de la ville de Kryvyi Rih**

Après avoir écouté le rapport du représentant de NOGU et KVPU de la ville de Kryvyi Rih, une organisation membre du Réseau, Yuri Samoilov, sur la situation critique de l'approvisionnement des mineurs en eau potable, nous avons décidé d'aider à collecter des fonds et des moyens pour l'achat d'une machine de forage pour faire des puits dans la nappe phréatique. De cette manière, nous aiderons les mineurs et leurs familles à obtenir de l'eau potable pour les travailleurs de la ville de Kryvyi Rih par leurs propres moyens.

#### **Lire la motion sur l'Ukraine :**

Lors de la 5<sup>ème</sup> réunion du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, deux camarades ukrainiens étaient présents, Oksana, infirmière à Lviv de "Sois comme Nina" et Yuri du syndicat des métallurgistes de Kryvyi Rih. Tous deux ont pu témoigner directement auprès de nombreux syndicalistes d'autres pays de la réalité de la situation en Ukraine depuis l'invasion du territoire et l'occupation par l'armée du régime russe. Dans la continuité des motions adoptées lors de notre précédente réunion d'avril 2022, les organisations membres du Réseau :

- poursuivent leur soutien à la résistance syndicale et populaire ukrainienne, matérialisé notamment

par les convois de solidarité ouvrière ; nos camarades d'Ukraine mènent la lutte contre l'impérialisme russe, mais aussi contre les capitalistes de leur propre pays. -

Ils réaffirment leur opposition à tous les impérialismes, à tous les blocs militaires et à leurs services (OTAN et OTSC), à la militarisation du monde qui se traduit notamment par des budgets militaires toujours plus importants et par la militarisation de la société.

---

## Solidarité internationale depuis la Suisse : livraison de matériel scolaire au village de Starosillya



Source : Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU) Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU)

*Pour l'ENSU, la solidarité de la base est essentielle. Elle nous permet de répondre le plus efficacement possible aux besoins des nombreuses organisations de base qui contribuent à la résistance ukrainienne. Elle établit des liens directs entre ces organisations et les militants de la solidarité en Europe. Il intègre l'Ukraine dans nos propres luttes pour une société plus juste. Un témoignage de nos camarades du canton de Vaud en Suisse.*

Alors que l'agression meurtrière de l'armée russe se poursuit en Ukraine, les tristes conséquences des réalités de cette guerre restent inchangées : une population civile meurtrie, des familles déchirées, des villes en ruines et une crise humanitaire dévastatrice qui continue à assombrir la vie de milliers d'Ukrainiens.

Dans une grande partie du pays, les efforts humanitaires sont encore largement menés par des volontaires de la société civile qui, face aux besoins urgents et vitaux des populations touchées, se sont spontanément organisés dès le début de l'invasion à grande échelle. Leur dévouement désintéressé est un pilier fondamental de l'incroyable résilience du peuple ukrainien, et leur travail acharné ne peut que susciter une profonde admiration pour la solidarité dont ils ont fait preuve. Cependant, il est essentiel de ne pas laisser ce sentiment d'exaltation occulter le fait que ces initiatives viennent avant tout compenser un échec flagrant du gouvernement ukrainien en la matière. En effet, c'est avant tout l'incapacité de ce dernier à répondre de manière adéquate aux besoins fondamentaux de la population qui a poussé les citoyens à s'auto-organiser pour résoudre ces problèmes.

### **Les Iron Angels, ouvriers de Kryvyi Rih**

L'association Iron Angels, incarnée par un groupe de travailleuses de la ville de Kryvyi Rih dans l'oblast de Dnipropetrovsk, est un exemple remarquable de cette mobilisation populaire. Après plusieurs mois d'occupation spontanée de leur centre culturel local, transformé en centre d'accueil et de distribution d'aide humanitaire aux personnes déplacées des régions occupées, elles ont décidé de se constituer en association indépendante. L'association tire son nom de la forte activité minière et sidérurgique qui caractérise la ville natale de ces femmes. Toutes les personnes impliquées dans cette initiative sont bénévoles : certaines travaillent encore à la mine ou à l'usine et consacrent leur temps libre à l'association ; d'autres sont déjà à la retraite, en congé de maternité ou travaillent à temps partiel. La plupart de leurs épouses et maris s'étaient mobilisés pour soutenir l'effort de guerre en s'engageant dans l'armée.

Au cours des quatre premiers mois de l'invasion, l'association a aidé plus de 18 000 personnes fuyant les combats dans l'oblast de Kherson, dont la rive droite était alors partiellement occupée, en leur fournissant notamment des vêtements, des chaussures et des couvertures. Depuis, leur action s'est étendue aux oblasts de Donetsk, Kherson, Zaporizhzhia, Dnipropetrovsk, Cherkassy et Kharkiv, vers lesquels plus de 100 convois humanitaires ont été organisés pour répondre aux besoins des habitants des villages libérés dans ces régions. Les conditions de vie dans ces villages restent extrêmement difficiles : la plupart des maisons ont été complètement ou partiellement détruites, les infrastructures et les services publics de base sont inexistantes, et l'économie locale est à l'arrêt en raison de l'impossibilité de cultiver la terre.

### **100 tonnes d'aide : jouets, colis, matériel médical et... drones**

Certains de ces villages sont encore régulièrement bombardés. Leurs efforts inlassables ont déjà bénéficié à plusieurs milliers de familles, auxquelles plus de 100 tonnes de fournitures humanitaires ont été livrées, y compris des colis alimentaires, des jouets pour enfants, des produits ménagers, des vêtements et divers autres articles de première nécessité.

En plus de répondre aux besoins humanitaires, les femmes de l'association aident également les unités de l'armée régulière, profitant de leurs nombreuses expéditions près du front pour leur fournir du matériel médical, des drones et d'autres équipements indispensables aux forces armées. Le dévouement de ces femmes, qui n'ont aucune expérience politique, associative, militante ou syndicale, est indéniablement immense.

Après avoir pris connaissance des efforts dévoués de l'association Iron Angels, nous avons décidé, dans le cadre du *Comité vaudois de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant-e-s russes à la guerre*, fondé le 1er mars 2022 à Lausanne, en Suisse, de soutenir activement cette organisation. Après avoir participé une première fois à la collecte de fonds pour l'achat d'une camionnette au printemps 2023, le comité a décidé d'étendre cette collaboration en organisant une collecte pour le village de Starosillya, dans le nord de l'oblast de Kherson.

## **Aide à l'éducation pour 117 enfants ayant survécu à l'occupation russe**

À l'approche de la rentrée scolaire de septembre, les 117 enfants qui fréquentent l'école locale manquent de matériel scolaire adéquat pour poursuivre leur scolarité. Le village est confronté à une situation matérielle très difficile. Occupé le 26 février 2022, il a été libéré le 4 octobre de la même année - l'une des premières localités reprises par l'armée ukrainienne au cours de la bataille pour la libération de Kherson [lancée le 29 août]. Le village de Starosillya, sur la rivière Inhoulets, a été sur la ligne de front pendant de nombreux mois. La guerre a laissé de profondes cicatrices dans le village. Aujourd'hui, près de la moitié des infrastructures du village sont encore détruites. Malgré l'absence d'approvisionnement en eau potable, l'absence d'électricité et les champs de mines, la vie a néanmoins repris son cours dans la région et le village compte aujourd'hui 240 habitants sur les 580 qu'il comptait avant la guerre.

Ainsi, après avoir identifié les besoins prioritaires des élèves en début d'année scolaire avec l'aide des professeurs de l'école, et complété notre collecte de fonds durant l'été, nous nous sommes rendus à Kryvyi Rih le 15 septembre 2023. Nous y avons rencontré les femmes de l'association Iron Angels, accompagnées d'un membre de Solidarity Collectives, un réseau de volontaires anti-autoritaires réunis pour aider le mouvement de résistance ukrainien. L'accueil a été très chaleureux et la rencontre avec les membres ainsi que la présentation de leur travail n'ont fait que confirmer la sincérité et la portée de leurs actions. L'une des femmes, Tetiana, a expliqué qu'elle n'avait jamais conduit de voiture avant l'invasion. Elle a pourtant passé son permis de conduire et parcouru plus de soixante mille kilomètres depuis.

### **Le témoignage de la délégation vaudoise à Starosillya**

Nous avons chargé la camionnette (que nous avons contribué à acheter quelques mois plus tôt) avec le matériel scolaire et nous sommes partis le lendemain pour le village de Starosillya. Bien que Starosillya soit situé à une centaine de kilomètres de Kryvyi Rih, l'état des routes ne nous a pas permis d'atteindre notre destination en moins de 2 heures 30 minutes. Tetiana explique qu'elle ne sait pas si les routes étaient forcément en meilleur état avant la guerre, malgré les nombreuses traces de tirs d'artillerie qui marquent le paysage, les lignes d'arbres calcinés, les tranchées et les camps abandonnés par les soldats russes. De nombreux champs de tournesols ont été abandonnés et n'ont pas pu être récoltés depuis l'été 2022, car ils sont toujours minés. Le niveau de destruction des villages de la région est plus important qu'on ne l'imaginait et témoigne de l'intensité des combats passés. Pratiquement tous les bâtiments sont gravement endommagés. De nombreuses maisons habitées utilisent de grandes bâches comme toits de fortune.

Bien que nous soyons arrivés un samedi, jour de congé pour les écoliers, de nombreux enfants du village sont venus à notre rencontre, accompagnés de leurs parents et de leurs enseignants. Chacun des 117 enfants a reçu un ensemble complet de fournitures scolaires, préparées à l'avance pour assurer une distribution efficace et équitable. Invités à manger par des villageois réunis pour l'occasion, nous avons pu voir les habitants du village, courageux et résistants, unir leurs forces pour reconstruire leur maison et leur vie, malgré les cicatrices matérielles et immatérielles, les souvenirs difficiles et les tabous liés à l'occupation. Offrir à ces enfants une meilleure éducation, où ils peuvent apprendre, se développer et s'épanouir malgré les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, n'est pas seulement une question matérielle. C'est aussi un message de solidarité et d'espoir pour ces enfants ukrainiens : cela leur montre qu'ils sont soutenus, que leur avenir compte et qu'ils peuvent réaliser leurs rêves dans une Ukraine libre. Il en va de même, indirectement, pour leurs parents.

Nous pensons qu'il est essentiel et pertinent de soutenir et de renforcer les initiatives qui émergent de la base. Notre objectif va au-delà de la victoire de l'Ukraine, il vise à contribuer à la reconstruction d'un État démocratique et libre, avec une société civile forte où les citoyens ordinaires sont actifs et influencent la vie

politique. Il est important de se rappeler que la période soviétique en Ukraine a conduit à l'atomisation et à la destruction de toute tradition d'auto-organisation des travailleurs par la base. Dans les années qui ont suivi la fin de l'Union soviétique, la privatisation et le capitalisme sauvage ont encore exacerbé la précarité des droits sociaux et rendu leur défense difficile. Les compétences politiques et organisationnelles acquises pendant la guerre ont pu être mises à profit pour poursuivre cet engagement populaire, contribuant ainsi à la démocratisation générale de la société. Cette activité d'entraide rassemble des personnes de différents milieux, tant urbains que ruraux, et contribue à renforcer le tissu social. Il s'agit d'une réussite remarquable, malgré le contexte difficile et malheureux qui a donné naissance à cette dynamique.

Il existe d'innombrables autres endroits comme Starosillya. L'aide matérielle directe, même si elle peut nous sembler insignifiante ici, apporte un soutien réel aux habitants. La solidarité directe et concrète doit se poursuivre.

---

## **Le syndicat est l'avant-garde du peuple" : Impressions d'un voyage en Ukraine**

**Par Angela Klein**

Un groupe de quatre syndicalistes allemands et suisses s'est rendu en Ukraine du 9 au 14 octobre 2023. Le voyage a été organisé par l'initiative "Solidarité avec les syndicats en Ukraine - Aide humanitaire" et soutenu financièrement par la Fondation pour la dignité humaine et le travail. Une adresse de solidarité et des dons collectés par l'initiative ont été remis (voir l'édition d'octobre du bulletin syndical de l'ENSU). Des approches pour un travail de soutien ultérieur ont émergé, que nous voulons poursuivre dans nos syndicats. Les premiers rapports sur le voyage ont été publiés [en allemand] dans le numéro de novembre de *Sozialistische Zeitung*.

[Poursuivre le rapport ici \(en anglais\)](#)

---

---

---

## ***Lutte des travailleurs au Belarus***

---

### ***Dernières nouvelles de Salidarnast***

- **[Belhimprofsoyuz - un élément du paysage autoritaire du Belarus](#)**
- **[Leanid Sudalenka - sur le travail forcé dans les colonies biélarussiennes dans une interview avec \*Salidarnast\*](#)**